

JOSEPH E. STIGLITZ

////// PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE ////

PEUPLE, POUVOIR & PROFITS



**LE CAPITALISME À L'HEURE
DE L'EXASPÉRATION
SOCIALE**

LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

PEUPLE,
POUVOIR ET PROFITS

DU MÊME AUTEUR
AUX ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

La Nouvelle Société de la connaissance, 2017.

L'Euro. Comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe,
2016.

La Grande Fracture, 2015.

Le Prix de l'inégalité, 2012.

*Le Rapport Stiglitz : pour une vraie réforme du système monétaire et
financier international*, 2010.

Le Triomphe de la cupidité, 2010.

Joseph E. Stiglitz

Peuple, pouvoir et profits

*Le capitalisme
à l'heure de l'exaspération sociale*

TRADUIT DE L'ANGLAIS (AMÉRICAIN)
PAR PAUL CHEMLA

LLL LES LIENS QUI LIBÈRENT

Titre original :
People, Power, and Profits : Progressive Capitalism for an Age of Discontent
@ Joseph Stiglitz, 2019
Tous droits réservés.

Illustration de couverture : © James Graham / Dorling Kindersley / Getty images
Photographie de couverture : © Mint / Hindustan Times / Getty images

© Éditions Les Liens qui libèrent pour la traduction française, 2019
ISBN : 979-10-209-0752-3

À mes petits-enfants.

*Et à mes chers amis Tony Atkinson
et Jim Mirrlees, qui ont quitté ce monde trop tôt.*

Préface

J'ai grandi à l'âge d'or du capitalisme, à Gary, Indiana, sur la rive sud du lac Michigan. L'âge d'or? Je ne l'ai appris que plus tard. À l'époque, ce que je voyais ne me semblait pas si radieux: discrimination et ségrégation raciales massives, immense inégalité, conflits du travail, récessions récurrentes. Les effets étaient flagrants, sur mes camarades de classe comme dans l'apparence de la ville.

Gary a vécu l'histoire de l'industrialisation et de la désindustrialisation en Amérique. Elle a été fondée en 1906 pour accueillir la plus grande aciérie intégrée du monde. On lui a donné le nom du président-fondateur d'US Steel*, Elbert H. Gary. Une ville d'entreprise pur jus. Quand j'y suis retourné en 2015, pour ma cinquante-cinquième réunion des anciens élèves du lycée, avant que Trump ne devienne le personnage incontournable qu'il est aujourd'hui, les tensions étaient palpables, et pour d'excellentes raisons. La ville s'était désindustrialisée avec le pays. Elle avait moitié moins d'habitants que dans ma jeunesse. Elle était à bout. On y tournait les films hollywoodiens qui se passaient en zone de guerre, ou

* La plus grande compagnie sidérurgique américaine. [*Sauf mention contraire, les notes de bas de page sont du traducteur.*]

après l'apocalypse. Certains de mes condisciples étaient devenus enseignants, très peu médecins et avocats, beaucoup employés de bureau. Ce sont d'autres anciens camarades qui ont fait les récits les plus poignants. Lorsqu'ils avaient obtenu leur diplôme, ils espéraient trouver un emploi à l'aciérie, mais le pays traversait l'une de ses récessions épisodiques; alors ils étaient entrés dans l'armée, ce qui avait décidé de leur vie: ils feraient carrière dans la police. La liste des décédés et la condition physique de bien des survivants étaient un terrible rappel des inégalités d'espérance de vie et de santé dans le pays. Une querelle a éclaté entre deux anciens élèves: un ex-policier qui critiquait violemment l'État, un ex-enseignant qui rétorquait que la retraite et les allocations d'invalidité dont vivait le premier venaient de l'État.

Quand j'ai quitté Gary en 1960 pour aller étudier à l'Amherst College, dans le Massachusetts, qui aurait pu prévoir le cours qu'allait prendre l'histoire, et ce qu'elle ferait à ma ville et à mes camarades? La ville m'avait marqué: des souvenirs cuisants d'inégalité et de souffrance m'avaient incité à me réorienter de la physique théorique, ma passion, à l'économie. Je voulais comprendre pourquoi notre système économique échouait pour tant de gens, et ce qu'on pouvait faire. Mais, tandis que je creusais le sujet – que j'arrivais à mieux saisir pourquoi les marchés, souvent, fonctionnent mal –, les problèmes s'aggravaient. L'inégalité montait, au-delà de tout ce qui eût été imaginable dans ma jeunesse. Des années plus tard, en 1993, quand je suis entré dans l'administration du président Bill Clinton, d'abord comme membre puis comme président du Comité des conseillers économiques, on commençait seulement à le voir clairement. À un certain moment, au milieu des années 1970 ou au début des années 1980, la courbe de l'inégalité avait pris un mauvais tournant: elle s'était orientée à la hausse, si bien qu'en 1993 elle était beaucoup plus élevée qu'elle l'avait jamais été dans ma vie.

Mes travaux en économie m'avaient appris que l'idéologie de nombreux conservateurs était erronée. Ils avaient une foi quasi religieuse dans le pouvoir des marchés. Il était si grand, selon eux, que nous pouvions, pour l'essentiel, nous en remettre simplement aux marchés libres et sans entraves pour gérer l'économie. Mais

cette foi n'avait aucune base, ni en théorie ni dans les faits. Le problème pour moi n'était pas seulement d'en persuader les autres, mais aussi d'élaborer des programmes et des politiques capables d'inverser l'ascension dangereuse de l'inégalité et l'instabilité potentielle que portait en elle la libéralisation financière, inaugurée sous Ronald Reagan dans les années 1980. Une autre évolution était encore plus perturbante: la foi dans le pouvoir des marchés s'était largement répandue dans les années 1990, à tel point que certains de mes propres collègues au gouvernement prônaient la libéralisation financière, et qu'ils ont été finalement rejoints par Clinton lui-même¹.

L'inquiétude que m'inspirait la hausse de l'inégalité avait grandi pendant mon service au Comité des conseillers économiques de Clinton. Mais depuis 2000 le problème ne cesse de prendre des proportions toujours plus alarmantes: l'inégalité monte, monte, monte. Jamais depuis la Grande Dépression les citoyens les plus riches du pays n'ont accaparé une telle part du revenu national².

Vingt-cinq ans après mon entrée dans l'administration Clinton, je m'interroge. Comment en sommes-nous arrivés là? Où allons-nous? Que pouvons-nous faire pour changer de cap? Ces questions, je me les pose en économiste, donc j'y réponds, au moins en partie, en incriminant tous nos manquements économiques: nous n'avons pas organisé comme il fallait la transition d'une économie industrielle à une économie de services; nous n'avons pas dompté le secteur financier; nous n'avons pas géré convenablement la mondialisation et ses conséquences; et – c'est le plus important – nous n'avons pas réagi à la montée de l'inégalité, alors que, de toute évidence, elle nous transformait en économie et démocratie du 1 %, par le 1 %, pour le 1 %³. Au vu de mon expérience et de mon travail théorique, il est clair pour moi qu'on ne peut pas séparer économie et politique – surtout pas aux États-Unis, où le moteur de la politique est l'argent. Donc, si l'essentiel de ce livre se concentre sur les aspects économiques de notre situation, je serais fort négligent si je ne disais rien de notre système politique.

Bien des éléments de ce diagnostic sont aujourd'hui familiers: financiarisation excessive, mauvaise gestion de la mondialisation,

expansion du pouvoir de marché^{*}. Je montre qu'ils sont liés, et qu'ensemble ils expliquent pourquoi la croissance a été si faible et pourquoi les fruits de cette croissance faible ont été si inégalement partagés.

Mais ce livre n'entend pas seulement poser le diagnostic. Il se propose aussi de prescrire le traitement. Que pouvons-nous faire? Quelle est la voie à suivre? Pour répondre à ces questions, il me faut expliquer la véritable source de la richesse des nations, en distinguant création de richesse et extorsion. L'extorsion, ce sont tous les processus où quelqu'un prend à d'autres en les exploitant, sous quelque forme que ce soit. La création de richesse, c'est la vraie source de la richesse d'une nation: la créativité et la productivité de ses habitants et les interactions productives qu'ils ont entre eux. Elle repose sur les progrès de la science, qui nous apprennent à découvrir les vérités cachées de la nature et à les utiliser pour développer la technologie. Elle dépend aussi des avancées de notre compréhension de l'organisation sociale, découvertes par une analyse raisonnée, et qui conduisent à des institutions comme celles qu'on désigne globalement par les expressions «état de droit», «systèmes de contrôles et de contre-pouvoirs» ou «respect des droits et des procédures»^{**}. J'expose dans ce livre les grandes lignes d'un programme progressiste diamétralement opposé à celui de Trump et de ses partisans. En un sens, c'est un mélange des deux Roosevelt, Teddy et Franklin^{***}, adapté au XXI^e siècle. Ma

* Le «pouvoir de marché» (*market power*) est le pouvoir que donne une position dominante sur un marché, lorsqu'il y a un seul vendeur (un monopole), quelques gros vendeurs (un oligopole), un seul acheteur (un monopsonne) ou quelques gros acheteurs (un oligopsonne). Ses effets ne se limitent pas à la pression qu'il exerce sur les prix. Voir plus loin, chapitre 3.

** L'état de droit (*rule of law*) est l'existence d'un ordre juridique, fondé sur des lois et une jurisprudence, qui s'impose à tous; les systèmes de contrôles (ou de freins) et de contre-pouvoirs (*systems of checks and balance*) sont les dispositifs qui permettent de surveiller, éventuellement de freiner, ce que font les divers pouvoirs et de créer entre eux un «équilibre des pouvoirs» où il se font contrepoids; le respect des droits et des procédures (*due process*) recouvre à la fois l'idée de «bonne règle», assurant notamment l'équité des procès, et celle de «garantie des droits humains fondamentaux».

*** Theodore Roosevelt, président des États-Unis de 1901 à 1909, période que l'on nomme souvent «l'Ère progressiste», a engagé les grands procès

thèse centrale est claire : si nous faisons ces réformes, nous parviendrons à une économie où la croissance sera plus rapide et la prospérité partagée ; dans ces conditions, le genre de vie auquel aspirent la plupart des Américains ne sera plus un rêve illusoire, mais une réalité à leur portée. Bref, si nous comprenons vraiment les sources de la richesse du pays, nous pourrons mettre en place une économie plus dynamique où la prospérité sera plus grande et mieux répartie. Pour y parvenir, il faudra que l'État joue un rôle différent et probablement plus important qu'aujourd'hui : dans notre monde complexe, nous ne pouvons esquiver la nécessité de l'action collective. Je montre aussi qu'il existe un ensemble de politiques éminemment abordables grâce auxquelles le style de vie de classe moyenne* – qui nous paraissait acquis au milieu du siècle dernier, mais qui semble aujourd'hui, et de plus en plus, hors d'atteinte – pourra redevenir la règle et non l'exception.

LA REAGANOMIE, LA TRUMPONOMIE ET L'ASSAUT CONTRE LA DÉMOCRATIE

Lorsque nous réfléchissons à notre situation actuelle, nous repensons tout naturellement à celle d'il y a quarante ans. Comme aujourd'hui, la droite semblait triomphante. À l'époque aussi, on avait l'impression d'une vague mondiale : Ronald Reagan aux États-Unis, Margaret Thatcher en Grande-Bretagne. L'économie keynésienne, qui expliquait que l'État pouvait maintenir le plein emploi en gérant la *demande* (par les politiques monétaire et budgétaire), fut alors remplacée par l'*économie de l'offre* : selon cette théorie, la déréglementation et les réductions d'impôts allaient

contre les trusts industriels pour faire respecter la loi antitrust votée en 1890. Franklin Roosevelt, président des États-Unis de 1933 à 1945, a relancé l'économie après la crise de 1929 en y injectant des fonds publics par la politique du New Deal. Il a créé, notamment, la caisse de retraites publique (la Social Security).

* Aux États-Unis, l'expression « classe moyenne » englobe une large part de la classe ouvrière. Son « style de vie » idéal se définit notamment par un bon salaire, la sécurité financière y compris pendant la retraite, la propriété de sa maison, la possibilité de faire suivre de bonnes études à ses enfants et d'être bien soigné en cas de besoin (voir chapitre 10).

libérer l'économie, la dynamiser par leurs incitations, donc accroître l'offre de biens et services et par conséquent les revenus des particuliers.

Du déjà vu: l'économie vaudoue

L'économie de l'offre n'a pas fonctionné pour Reagan et elle ne fonctionnera pas pour Trump. Les républicains se disent, et disent au peuple américain, que la réduction d'impôts de Trump va donner un coup de fouet à l'économie: les pertes de recettes fiscales seront moindres, selon eux, que ne l'affirment les sceptiques. C'est la logique de l'économie de l'offre, et nous devrions savoir à présent qu'elle ne fonctionne pas. La réduction d'impôts de Reagan en 1981 a inauguré une ère de déficits budgétaires colossaux, de croissance lente et d'immense inégalité. Trump, dans sa loi fiscale de 2017, nous administre à plus forte dose encore que Reagan ces politiques fondées non sur la science, mais sur une superstition intéressée. Le président George H. W. Bush lui-même avait qualifié d'*économie vaudoue** l'économie de l'offre de Reagan. Celle de Trump, c'est l'économie vaudoue dopée aux anabolisants.

Certains partisans de Trump reconnaissent que ses politiques sont loin d'être parfaites, mais font valoir pour sa défense: au moins, il prête attention à ceux qu'on a si longtemps ignorés, il leur a rendu leur dignité en prenant la peine de les écouter. Je le dirais tout autrement: il a été assez malin pour détecter la rancœur, attiser ses flammes et l'exploiter sans scrupules. Le fait même qu'il veuille aggraver la situation du peuple de l'«Amérique moyenne» en ôtant l'assurance maladie à treize millions d'Américains, et cela dans un pays déjà sous le choc d'une baisse de l'espérance de vie, montre qu'il ne respecte pas le peuple: il le méprise. De même quand il octroie des exemptions fiscales aux riches tout en augmentant les impôts pour la majorité des citoyens de classe moyenne⁴.

* Pendant les primaires de 1980. George Bush père disputait alors à Reagan l'investiture républicaine, il n'était pas encore son vice-président.

PRÉFACE

Pour ceux qui ont vécu les mandats de Ronald Reagan, il y a des ressemblances frappantes. Comme Trump, Reagan exploitait les peurs et le racisme ordinaire *. La *welfare queen* **, la « reine des prestations sociales » qui dépouillait de leur argent les Américains durs à la peine, c'était de lui. Sous-entendu : c'est une Afro-Américaine. Lui non plus ne montrait aucune empathie pour les pauvres. Reclasser la moutarde et le ketchup pour en faire les deux légumes obligatoires dans un repas nutritif de cantine scolaire, ce serait drôle si ce n'était pas aussi triste. Lui aussi était un hypocrite, qui associait rhétorique libérale et mesures protectionnistes fortes. Son hypocrisie nécessitait des euphémismes comme « restriction volontaire d'exportations » – on avait laissé le choix au Japon : soit il réduisait lui-même ses exportations, soit on les réduirait pour lui ***. Ce n'est pas par hasard que le représentant au Commerce de Trump, Robert Lighthizer, a fait ses classes comme représentant adjoint des États-Unis au Commerce sous Reagan, il y a quarante ans.

Il existe d'autres similitudes entre Reagan et Trump. L'une d'elles est une volonté affichée de servir certains intérêts d'affaires – parfois les mêmes. Reagan a fait cadeau de nos ressources naturelles, il a organisé une grande braderie qui a permis aux compagnies pétrolières d'emporter les abondantes réserves de pétrole des États-Unis à une petite fraction de leur valeur. Trump est parvenu au pouvoir en promettant d'« assécher le marécage », et de donner ainsi voix au chapitre à ceux qui s'estimaient ignorés de longue date par les grands manitous de Washington. Jamais le marécage n'a été plus fangeux que depuis son entrée à la Maison-Blanche.

* L'auteur écrit *bigotry*, mot qui renvoie aux préjugés racistes diffus.

** Une femme en Cadillac menant grand train avec ses prestations sociales, invention de Reagan à forte connotation raciste lors de sa campagne de 1980.

*** En 1979-1980, les automobiles japonaises avaient réussi une percée spectaculaire sur le marché intérieur des États-Unis, aux dépens des compagnies américaines. En 1981, le Japon avait dû accepter de réduire « volontairement » ses exportations de 1,68 million de véhicules par an.

Et pourtant, malgré toutes ces ressemblances, il y a des différences profondes, qui expliquent la rupture avec certains anciens du parti républicain. Comme on pouvait s'y attendre, Reagan s'était entouré de quelques républicains activistes; mais il avait aussi autour de lui, à des postes clés, plusieurs éminents serviteurs de l'État, comme George Shultz (qui, à des époques différentes, a servi Reagan en qualité de secrétaire d'État et de secrétaire au Trésor⁵). C'étaient des responsables aux yeux desquels la raison et la vérité comptaient beaucoup. Ils voyaient le changement climatique, par exemple, comme une menace existentielle, et ils croyaient au *leadership* des États-Unis dans le monde. Comme les membres de toutes les administrations avant et après eux, ils auraient été gênés d'être pris en flagrant délit de mensonge. Ils pouvaient essayer de prendre quelques libertés avec la vérité, mais pour eux le mot «vérité» avait un sens. Pas pour l'occupant actuel de la Maison-Blanche et son entourage.

Reagan sauvait au moins les apparences en conservant une façade de raison et de logique. Il y avait une théorie derrière ses réductions d'impôts: l'économie de l'offre que nous venons d'évoquer. Quarante ans plus tard, cette doctrine a été démentie de multiples fois par les faits. Trump et les républicains du XXI^e siècle n'ont pas besoin de théorie pour réduire les impôts: ils le font parce qu'ils peuvent le faire.

C'est ce mépris de la vérité, de la science, du savoir et de la démocratie qui distingue clairement l'administration Trump, et les dirigeants du même style dans le monde, de Reagan et des autres mouvements conservateurs du passé. De fait, Trump est à bien des égards un révolutionnaire plus qu'un conservateur. Nous pouvons comprendre les forces qui assurent à ses idées fausses un écho auprès de tant d'Américains, mais cela ne les rend en rien plus séduisantes, ni moins dangereuses.

La «réforme» fiscale de Trump en 2017 montre à quel point le pays s'est éloigné des traditions et des normes antérieures. Généralement, dans une réforme fiscale, on simplifie l'impôt, on élimine des failles, on s'assure que nul ne peut esquiver le

paiement de sa juste part et on fait en sorte que les recettes soient suffisantes pour payer les factures du pays. Même Reagan, dans sa réforme fiscale de 1986, a invoqué la simplification de la fiscalité. La loi fiscale de 2017, en revanche, ajoute un ensemble entièrement nouveau de dispositions complexes et laisse intactes la plupart des failles béantes, y compris celle qui permet au personnel des fonds d'investissement privé de payer leurs impôts à un taux maximum de 20 %, alors que celui qui s'applique aux autres Américains actifs est près de deux fois plus élevé⁶. Elle abroge l'impôt plancher qui empêchait les particuliers et les entreprises de faire un usage excessif des exemptions et les obligeait à payer au fisc un pourcentage minimum de leur revenu.

Cette fois, nul n'a prétendu que le déficit allait diminuer* ; la seule question a été : de combien va-t-il augmenter ? Fin 2018, les estimations indiquaient que l'État aurait à emprunter l'année suivante un montant record : plus de 1 000 milliards de dollars⁷. Même en pourcentage du PIB, c'était du jamais vu pour le pays, alors qu'il n'était ni en guerre ni en récession. Dans cette période où l'économie approchait du plein emploi, les déficits étaient manifestement contre-productifs, puisque la Réserve fédérale allait devoir augmenter les taux d'intérêt et décourager ainsi l'investissement et la croissance. Pourtant, il ne s'est trouvé qu'un seul élu républicain (le sénateur du Kentucky Rand Paul) pour s'y opposer autrement qu'à voix basse. À l'extérieur du système politique américain, en revanche, les critiques fusaient de toutes parts. Même le Fonds monétaire international – qui a toujours horreur de critiquer les États-Unis, dont la voix domine de longue date en son sein – a condamné l'irresponsabilité budgétaire du pays⁸. Les observateurs politiques ont été ébahis de l'énormité de l'hypocrisie : au lendemain de la crise de 2008, quand l'économie avait réellement besoin d'un stimulant, d'un coup de fouet budgétaire, les républicains avaient dit que les États-Unis ne pouvaient se le permettre, que ce stimulant provoquerait des déficits intolérables.

* Comme l'avaient affirmé les partisans des premières réductions d'impôts de Reagan : selon eux, elles allaient créer tellement d'activité nouvelle que les recettes fiscales augmenteraient, malgré la baisse des taux d'imposition. En fait, le déficit budgétaire s'était énormément accru.

La loi fiscale de Trump est le fruit du pire cynisme politique. Même les miettes que ce plan conçu par les républicains jette aux simples citoyens sont temporaires : de petites réductions d'impôts pour quelques années. La stratégie du parti semble reposer sur deux hypothèses, qui, si elles sont exactes, sont de fort mauvais augure pour le pays. La première : les simples citoyens ont un horizon si court qu'ils ne verront pratiquement que les petites réductions de leurs impôts immédiats, sans remarquer qu'elles sont limitées dans le temps ni que, pour la majorité de la classe moyenne, les impôts augmentent. La seconde : ce qui compte vraiment dans la démocratie américaine, c'est l'argent ; continuons à satisfaire les riches, et ils arroseront le parti républicain de contributions qui achèteront les voix nécessaires pour poursuivre ces politiques. Cela montre que l'Amérique est descendue bien bas, au plus loin de l'idéalisme qui a présidé à sa fondation.

Les efforts flagrants pour empêcher des électeurs de voter et le charcutage électoral à tout-va – la subversion de la démocratie – font aussi de l'administration actuelle un cas à part. Non que ces pratiques aient été inconnues dans le passé : elles font presque partie, malheureusement, de la tradition américaine. Mais jamais elles n'avaient été mises en œuvre de façon si implacable, précise et brutale.

Plus important, peut-être : autrefois, les gouvernants, des deux partis, s'efforçaient d'unir le pays. Après tout, ils avaient fait le serment de défendre la Constitution, qui commence par : « Nous le Peuple... » Ils le faisaient parce qu'ils croyaient au principe de l'intérêt général. Trump, lui, s'attache à exploiter les divisions et à les aggraver.

La civilité requise pour faire fonctionner une civilisation a été jetée aux orties avec tout semblant de décence, dans les mots comme dans les actes.

Le pays et le monde se trouvent évidemment dans une situation très différente de celle d'il y a quarante ans. Nous entamons alors à peine le processus de désindustrialisation, et, si Reagan et ses successeurs avaient mis en œuvre les bonnes politiques, peut-être ne verrions-nous pas aujourd'hui une telle dévastation dans

PRÉFACE

le cœur industriel de l'Amérique. Nous étions aussi au tout début de la Grande Fracture, de l'immense fossé qui s'est creusé entre le 1 % de la population et les autres. On nous avait enseigné que, lorsqu'un pays parvient à un certain stade de développement, l'inégalité chute – et cette théorie était illustrée par l'exemple des États-Unis⁹. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, toutes les composantes de notre société avaient vu leur situation s'améliorer, mais les revenus augmentaient plus vite au bas de la pyramide sociale qu'à son sommet. Nous avons créé la plus grande société de classe moyenne que le monde eût jamais vu. Quand s'est tenue l'élection présidentielle de 2016, en revanche, l'inégalité avait atteint des sommets inconnus depuis l'Âge doré^{*}, à la fin du XIX^e siècle.

Lorsqu'on compare la situation d'aujourd'hui et celle d'il y a quatre décennies, les choses sont claires : si malvenues et inefficaces qu'aient pu être les politiques de Reagan en son temps, la trumponomie est encore plus inadaptée au monde actuel. Sous Reagan, nous ne pouvions pas revenir à l'époque apparemment idyllique de l'administration Eisenhower, car nous étions déjà en train de passer d'une économie industrielle à une économie de services. Aujourd'hui, quarante ans plus tard, de telles aspirations sont dépourvues de tout sens des réalités.

Pour les nostalgiques de ce passé « glorieux » – qui excluait de sa prospérité de vastes composantes de la population, notamment les femmes et les « gens de couleur » –, l'évolution démographique de l'Amérique pose problème : elle les confronte à un dilemme relatif à la démocratie. Pas seulement parce que les Américains seront bientôt majoritairement « de couleur », ni parce qu'un monde et une économie du XXI^e siècle sont inconciliables avec une société dominée par les hommes. Mais aussi parce que nos centres urbains – du Nord comme du Sud –, où réside la majorité des Américains, ont appris la valeur de la diversité. Ceux qui vivent dans ces lieux de croissance et de dynamisme ont également

* La période qui va de la guerre de Sécession à 1900. Elle a vu notamment l'ascension des grands monopolistes industriels et financiers.

appris l'intérêt de la coopération, et compris le rôle que l'État peut et doit jouer pour que la prospérité soit partagée. Ils ont jeté par-dessus bord les préceptes sacrés du passé, parfois du jour au lendemain. Mais, s'il en est ainsi, la minorité – qu'il s'agisse des grandes entreprises qui s'efforcent d'exploiter les consommateurs, des banques qui essaient d'exploiter les emprunteurs, ou des nostalgiques du passé qui tentent de recréer un monde révolu – n'a qu'un seul moyen, dans une société démocratique, de maintenir sa domination économique et politique: elle doit, d'une façon ou d'une autre, supprimer la démocratie.

Rien n'impose que nous vivions ainsi, que l'Amérique soit un pays riche avec un nombre si considérable de pauvres, tant de gens qui ont du mal à s'en sortir. S'il y a des forces – notamment l'évolution technologique et la mondialisation – qui aggravent l'inégalité, ses niveaux nettement différents d'un pays à l'autre prouvent que l'action publique compte. L'inégalité est un choix. Elle n'est pas inévitable. Mais, si nous ne changeons pas de cap, il est probable qu'elle continuera à s'aggraver et que la croissance restera enlisée à son faible niveau actuel – qui est lui-même une énigme, puisque nous sommes, paraît-il, l'économie la plus innovante à l'ère la plus innovante de l'histoire du monde.

Trump n'a pas de plan pour aider le pays. Il a un plan pour que la majorité continue à se faire dépouiller par les riches. Ce livre montre que, selon toute vraisemblance, son programme et celui du parti républicain vont aggraver tous les problèmes auxquels notre société est confrontée – exacerber la fracture économique, politique et sociale, raccourcir encore l'espérance de vie, dégrader les finances publiques et faire entrer le pays dans une ère nouvelle de croissance de plus en plus lente.

On ne saurait tenir Trump pour responsable de nombre des problèmes de notre pays, mais il a contribué à les cristalliser: les clivages étaient là, exploitables par n'importe qui. Si Trump n'était pas entré en scène, un autre démagogue l'aurait fait dans quelques années. Et il n'en manque pas, partout dans le monde: Le Pen en France, Morawiecki en Pologne, Orbán en Hongrie, Erdogan en Turquie, Duterte aux Philippines, Bolsonaro au Brésil. Si ces démagogues sont tous différents, ils partagent un mépris de

la démocratie, avec son état de droit, sa liberté de la presse et sa justice indépendante (Orbán vante fièrement les vertus des démocraties *illibérales*). Tous croient aux «hommes forts» (eux-mêmes) – culte de la personnalité passé de mode presque partout dans le reste du monde. Et tous cherchent à mettre leurs problèmes sur le compte d'éléments extérieurs; ce sont tous des nationalistes antimigrants – des «nativistes*» –, qui exaltent les vertus innées de leur peuple. Cette génération d'autocrates et d'aspirants autocrates semble cultiver largement la vulgarité, dans certains cas la misogynie et le «racisme ordinaire» affichés.

D'autres pays avancés souffrent aussi de la plupart des problèmes que j'ai évoqués. Mais, nous le verrons, l'Amérique a ouvert la voie. L'inégalité y est plus forte, la situation sanitaire plus critique, le fossé social plus large qu'ailleurs. Trump sert d'avertissement aux autres: il leur rappelle avec éclat ce qui peut arriver si on laisse ces plaies suppurer trop longtemps.

Cela dit, chacun sait qu'on ne saurait battre quelque chose avec rien. Il en va de même en économie: on ne peut vaincre un mauvais plan qu'en montrant qu'une autre voie est possible. Même si nous n'étions pas tombés dans le borbier actuel, nous avons besoin d'une autre perspective que celle que notre pays et une bonne partie du monde défendent depuis trois décennies. Cette vision de la société mettait l'économie au centre, et la voyait à travers le prisme des marchés «libres». Elle se prétendait fondée sur les progrès de la théorie des marchés, mais la vérité est diamétralement opposée: les avancées de l'économie depuis soixante-dix ans avaient défini les *limites* des marchés libres. Bien entendu, quiconque avait des yeux pour voir pouvait constater directement que les marchés laissés à eux-mêmes ne fonctionnaient pas nécessairement bien: le chômage récurrent, parfois massif, comme pendant la Grande Dépression, et la pollution, si terrible dans

* L'auteur emploie le terme *nativists*, qui, dès le XIX^e siècle, désigne aux États-Unis des mouvements d'Américains blancs nés dans le pays qui s'opposent aux nouvelles vagues d'immigration et de naturalisation.

certains endroits que l'air était irrespirable, n'en étaient que les deux « preuves » les plus flagrantes.

Mon objectif dans ce livre est avant tout de faire mieux comprendre les sources réelles de la richesse d'un pays, et les moyens que nous avons, quand nous développons l'économie, d'être certains que les fruits de sa croissance seront équitablement partagés.

Je présente ici un programme tout à fait différent de celui de Reagan et de celui de Trump. Il est fondé sur les acquis de la science économique moderne, et je le crois en mesure de nous conduire à une prospérité partagée. En l'exposant, je montrerai clairement pourquoi le néolibéralisme, la théorie des marchés libres et sans entraves, a échoué ; et pourquoi la trumponomie, cette combinaison très particulière où les réductions d'impôts pour les riches et la déréglementation financière et environnementale s'associent au « nativisme » antimigrants et au protectionnisme (un type de mondialisation très réglementé), échouera aussi.

Avant d'embarquer pour ce voyage, il est utile de résumer la théorie économique moderne, dont dépend une large part de ce programme¹⁰.

1. Les marchés ne parviendront pas, par eux-mêmes, à créer une prospérité partagée et durable. Ils jouent un rôle inappréciable dans toute économie qui fonctionne bien, mais ils aboutissent rarement à des résultats justes et efficaces : ils produisent trop de certaines choses (la pollution) et trop peu d'autres choses (la recherche fondamentale). Et, comme l'a montré la crise financière de 2008, les marchés laissés à eux-mêmes ne sont pas stables. Il y a plus de quatre-vingts ans, John Maynard Keynes a expliqué pourquoi les économies de marché connaissent souvent un chômage persistant, et il nous a appris comment l'État peut maintenir l'économie au plein emploi, ou presque.

S'il y a un écart important entre le rendement social d'une activité (l'avantage qu'en retire la société) et son rendement privé (le bénéfice qu'en retire une personne ou une entreprise), les marchés laissés à eux-mêmes ne feront pas ce qu'il faut. L'exemple *par excellence* est le changement climatique : les coûts sociaux planétaires des émissions de dioxyde de carbone sont énormes – les

émissions excessives de gaz à effet de serre sont une menace existentielle pour la planète – et ils dépassent de très loin les coûts supportés par n'importe quelle entreprise, ou même n'importe quel pays. Que ce soit en réglementant ou en facturant un prix pour ces émissions, il faut les freiner.

Les marchés ne fonctionnent pas bien non plus quand l'information est imparfaite et que certains marchés essentiels sont absents (par exemple lorsqu'on ne peut pas s'assurer contre des risques importants, comme celui du chômage); ou quand la concurrence est limitée. Mais ces «imperfections» du marché sont omniprésentes, et, bien sûr, particulièrement importantes dans certains secteurs, comme la finance. De même, les marchés ne produiront pas en quantité suffisante ce qu'on appelle les «biens publics», comme la protection anti-incendie ou la défense nationale – des biens dont l'usage est aisément partagé par toute la population et difficile à faire payer par un autre moyen que l'impôt. Pour avoir une économie et une société qui fonctionnent mieux, où les citoyens se sentent à l'aise financièrement et en sécurité, l'État doit dépenser, par exemple en versant une meilleure assurance chômage et en finançant la recherche fondamentale; il doit aussi réglementer, afin d'empêcher certains de nuire à d'autres. Les économies capitalistes ont donc toujours été un mélange de marchés privés et d'État. La question n'est pas: les marchés *ou* l'État? C'est: comment combiner les deux pour obtenir le meilleur résultat social? Pour ce qui nous intéresse ici, l'État doit, par son action, créer une économie efficace et stable, avec une croissance rapide, et faire en sorte que les fruits de cette croissance soient justement partagés.

2. Il faut comprendre que la richesse d'une nation repose sur deux piliers. Les pays s'enrichissent – augmentent leur niveau de vie – en devenant plus productifs, et la source la plus importante des progrès de la productivité, ce sont les progrès de la connaissance. Les avancées technologiques reposent sur les bases scientifiques qu'apporte la recherche fondamentale financée sur fonds publics. Quant au second pilier, c'est une bonne organisation globale de la société, qui permet aux gens d'interagir, de commercer et d'investir

en sécurité. La structure d'une bonne organisation sociale est le fruit de décennies de raisonnements et de débats, d'observations empiriques sur ce qui a fonctionné ou non. C'est ainsi qu'on est parvenu à mesurer l'importance des démocraties, avec leur état de droit, leur respect des droits et des procédures, leurs systèmes de contrôles et de contre-pouvoirs, et une nuée d'institutions chargées de découvrir, d'évaluer et de dire la vérité.

3. Il ne faut pas confondre la richesse d'un pays et celle de membres particuliers de sa population. Certains individus, certaines entreprises réussissent grâce à de nouveaux produits que les consommateurs veulent acquérir. C'est la bonne façon de s'enrichir. D'autres réussissent en faisant usage de leur pouvoir de marché pour exploiter les consommateurs ou leur propre personnel. Ce n'est qu'une redistribution du revenu, rien de plus : cette méthode n'ajoute rien à la richesse globale de la nation. Le terme technique par lequel on la désigne en économie est «rente». La «recherche de rente» est la tentative pour s'assurer une plus large part du gâteau économique national. La «création de richesse» est l'effort pour accroître la taille du gâteau. Les pouvoirs publics doivent cibler tout marché où il y a des rentes excessives, car elles indiquent que l'économie pourrait fonctionner plus efficacement : elle est affaiblie par l'exploitation qui sous-tend ces rentes exagérées. Si l'on combat avec succès la recherche de rente, il y aura réorientation de ressources vers la création de richesse.

4. Une société moins divisée, une économie plus égalitaire fonctionne mieux. Les inégalités fondées sur la race*, le genre ou l'ethnie sont particulièrement pernicieuses. Il s'agit là d'une rupture claire et nette avec le point de vue autrefois dominant en économie : on pensait qu'il y avait un arbitrage à faire, que si l'on

* Le mot est employé dans le texte au sens que lui donne le Bureau du recensement des États-Unis (US Bureau of Census). Celui-ci divise officiellement la population en «races» (les catégories actuelles sont : Blancs, Noirs, Amérindiens, Asiatiques, Océaniens, et Autres). Par ailleurs, le recensement distingue «Hispaniques» et «non-Hispaniques» : c'est surtout cette distinction qui est en cause lorsqu'il est question d'ethnie ou d'ethnophobie.

voulait davantage d'égalité il fallait sacrifier un peu de croissance et d'efficacité. Réduire l'inégalité est particulièrement bénéfique quand elle atteint des sommets, comme aux États-Unis, et quand elle est produite de la façon dont elle l'est dans notre pays – par l'exploitation du pouvoir de marché ou par la discrimination. L'objectif d'une répartition des revenus plus égalitaire ne s'accompagne donc d'aucun prix à payer.

Il nous faut aussi abjurer la foi injustifiée dans l'économie du ruissellement – qui prétend que, s'il y a croissance économique, tout le monde en bénéficiera. Cette idée fausse sous-tend les politiques des présidents républicains depuis Ronald Reagan, toutes inspirées de l'économie de l'offre. Le bilan est clair : non, les bénéfices de la croissance ne ruissellent pas. Regardez comme ils sont nombreux, aux États-Unis et dans les autres pays avancés, ceux qui vivent dans la colère et le désespoir après des décennies de quasi-stagnation de leurs revenus à cause des politiques de l'offre, alors que le PIB a augmenté. Par eux-mêmes, les marchés ne leur viendront pas nécessairement en aide, mais il existe des programmes publics qui peuvent faire une différence.

5. Les programmes publics qui visent à instaurer une prospérité partagée doivent s'intéresser à la fois à la répartition des revenus de marché – on dit parfois : à la prédistribution – et à la redistribution, c'est-à-dire aux revenus dont on jouit effectivement après impôts et transferts. Les marchés n'existent pas sous vide ; il faut les structurer, et la façon dont on le fait a une influence à la fois sur la répartition des revenus de marché et sur la croissance et l'efficacité. Par exemple, les lois qui autorisent l'abus du pouvoir de monopole ou qui permettent au P-DG de s'octroyer une part importante du revenu de l'entreprise aggravent l'inégalité et ralentissent la croissance. La construction d'une société plus juste exige l'égalité des chances, mais celle-ci nécessite davantage d'égalité des revenus et des fortunes. Il y aura toujours une certaine transmission des avantages d'une génération à l'autre, donc des inégalités excessives de revenu et de fortune dans une génération se traduiront par de fortes inégalités dans la suivante. L'éducation résout en partie le problème, mais en partie seulement. Aux

États-Unis, les différences dans les possibilités de s'instruire sont plus prononcées que dans beaucoup d'autres pays, et assurer une meilleure éducation à tous pourrait réduire l'inégalité et améliorer la performance économique du pays. Les effets de ces écarts dans les possibilités d'apprendre sont aggravés par le niveau excessivement bas des droits de succession actuels, qui sont en train de créer aux États-Unis une ploutocratie héréditaire.

6. Puisque les règles du jeu et tant d'autres aspects de notre économie et de notre société dépendent de l'État, ce qu'il fait est vital; la politique et l'économie sont indissociables. Mais l'inégalité économique se traduit inévitablement en pouvoir politique, et ceux qui ont du pouvoir politique l'utilisent pour s'assurer des avantages. Si nous ne réformons pas les règles de notre vie politique, nous faisons de notre démocratie une farce, car nous allons vers un monde mieux défini par la règle «un dollar, une voix» que par le principe «une personne, une voix». Si nous voulons, en tant que société, avoir un système efficace de contrôles et de contre-pouvoirs capable de freiner les abus potentiels des très riches, nous devons créer une économie où il y ait davantage d'égalité des fortunes et des revenus.

7. Le système économique vers lequel nous avons mis le cap depuis le début des années 1970 – le capitalisme à l'américaine – oriente nos identités individuelles et nationales dans des directions regrettables. Ce qui prend forme contredit nos valeurs les plus précieuses. La cupidité, l'égoïsme, la turpitude morale, la volonté d'exploiter les autres et la malhonnêteté que la Grande Récession a montrés au grand jour dans le secteur financier se constatent aussi dans les autres secteurs, et pas seulement aux États-Unis. Les normes – les comportements que nous jugeons acceptables ou non – ont changé dans un sens nuisible à la cohésion sociale, à la confiance et même à la performance économique.

8. Si Trump et les «nativistes» du monde entier cherchent à rejeter sur d'autres – les migrants, les mauvais accords commerciaux – la responsabilité de nos malheurs, notamment de ceux

PRÉFACE

des victimes de la désindustrialisation, ce qui s'est passé est en réalité de notre faute : nous aurions pu mieux gérer le changement technologique et la mondialisation, faire en sorte que la plupart des personnes perdant leur emploi puissent en trouver un autre ailleurs. À l'avenir, il nous faudra faire mieux, et je montrerai comment. En effet – il est très important de le comprendre –, l'isolationnisme n'est pas une option. Nous vivons dans un monde très interconnecté, et nous devons donc gérer nos relations internationales – économiques et politiques – mieux que par le passé.

9. Il existe un programme économique exhaustif pour restaurer la croissance et la prospérité partagée. Il se propose à la fois de démanteler les obstacles à la croissance et à l'égalité, comme ceux que créent les grandes compagnies dotées d'un pouvoir de marché excessif, et de rétablir l'équilibre, par exemple en renforçant le pouvoir de négociation des travailleurs. Il prévoit d'augmenter le soutien financier à la recherche fondamentale et d'encourager le secteur privé à s'orienter vers la création de richesse plutôt que vers la recherche de rente.

L'économie est un moyen au service d'une fin, pas une fin en soi. Le mode de vie de classe moyenne, qui dans l'après-guerre faisait figure de droit imprescriptible des Américains, devient manifestement hors d'atteinte pour une grande partie de la population. Or notre pays est de loin plus riche aujourd'hui qu'il ne l'était alors. Nous pouvons nous permettre de rendre ce mode de vie accessible à l'immense majorité de nos concitoyens. Ce livre montrera comment faire.

10. Enfin, l'heure est aux changements majeurs. Les petits pas, les rafistolages mineurs de notre système économique et politique ne sont pas à la hauteur des tâches du jour. Nous devons faire des choix radicaux, comme ceux que préconise cet ouvrage. Mais aucun de ces changements économiques ne sera réalisable sans une démocratie forte, capable de faire contrepoids à la puissance politique de la fortune concentrée. Avant toute réforme économique, il faudra nécessairement une réforme politique.

PREMIÈRE PARTIE

Nous avons perdu notre route

Si une maison est divisée contre elle-même,
cette maison ne pourra pas se maintenir.

Marc 3,25;
Abraham Lincoln

CHAPITRE 1

Introduction

Les États-Unis et beaucoup d'autres pays avancés ne vont pas bien. C'est vraiment le moins qu'on puisse dire. L'exaspération est générale, partout.

Si l'on en croit la pensée dominante dans les sciences politiques et économiques américaines du dernier quart de siècle, ce n'est pas du tout ce qui aurait dû se passer. Après la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989, Francis Fukuyama avait déclaré la « fin de l'histoire » : la démocratie et le capitalisme avaient fini par triompher. Une ère nouvelle de prospérité mondiale, avec une croissance plus rapide que jamais, était, croyait-on, à portée de main, et l'Amérique serait à la tête du mouvement¹.

En 2019, c'est clair : ces grandes envolées se sont définitivement écrasées au sol. La crise financière de 2008 a montré que le capitalisme n'était pas ce qu'on pensait : on a vu qu'il n'était ni efficace ni stable. Puis une déferlante de statistiques a révélé que les principaux bénéficiaires de la croissance du dernier quart de siècle étaient les plus riches des riches. Et, pour finir, des votes « antisystème » des deux côtés de l'Atlantique – le Brexit au Royaume-Uni et l'élection de Donald Trump aux États-Unis – ont fait douter de la sagacité des électorats démocratiques.

Nos commentateurs vedettes ont donné une explication facile, correcte jusqu'à un certain point. Les élites avaient ignoré la souffrance de trop d'Américains lorsqu'elles avaient préconisé la mondialisation et la libéralisation, y compris celle des marchés financiers, en promettant que tous bénéficieraient de ces « réformes ». Mais les bénéfices promis ne se sont jamais concrétisés pour la plupart des citoyens. La mondialisation a accéléré la désindustrialisation, et laissé sur le carreau la majorité des gens, notamment les moins instruits, et, parmi eux, particulièrement les hommes. La libéralisation des marchés financiers a provoqué la crise financière de 2008, la pire récession économique depuis la Grande Dépression de 1929 et des années suivantes. Néanmoins, alors que des dizaines de millions de personnes perdaient leur emploi dans le monde entier et que des millions d'Américains perdaient leur maison, aucun des hauts dirigeants des sociétés financières qui avaient conduit l'économie mondiale au bord du gouffre n'a eu de comptes à rendre. Aucun n'est allé en prison. Au contraire, ils ont eu des méga-bonus. Les banquiers prédateurs ont été renfloués, pas leurs victimes. Même si les politiques économiques ont réussi à éviter une nouvelle Grande Dépression, on ne peut s'étonner qu'il y ait eu des conséquences politiques à ce sauvetage déséquilibré².

Lorsque Hillary Clinton a parlé des « déplorables » pour qualifier les habitants des régions désindustrialisées qui soutenaient son adversaire, elle a peut-être commis une erreur politique fatale (ce qui était déplorable, c'était sa phrase) : à leurs oreilles, ses mots exprimaient la désinvolture arrogante des élites. Plusieurs livres, notamment ceux de J. D. Vance, *Hillbilly Élégie*³, et d'Archie Hochschild, *Strangers in Their Own Land: Anger and Mourning on the American Right*⁴ [Étrangers dans leur propre pays : colère et chagrin dans la droite américaine], ont révélé les sentiments des victimes directes de la désindustrialisation et de tous les Américains qui partagent leur mécontentement : ils sont extrêmement éloignés de ceux des élites du pays⁵.

L'un des slogans de campagne de Bill Clinton en 1992 était : « C'est l'économie, idiot*! » C'est trop simplifier, et ces études

* En 1992, le président sortant George H. W. Bush sollicitait un second mandat et pouvait s'étonner du manque d'enthousiasme de l'électorat, après son

montrent pourquoi: les gens veulent être respectés, ils veulent sentir qu'on les écoute⁶. De fait, puisque les républicains leur rabâchent depuis quarante ans que l'État ne peut résoudre aucun problème, ils n'attendent pas du gouvernement qu'il règle les leurs. Mais ils veulent qu'il prenne leur parti, qu'il les « défende » – quoi que cela puisse signifier. Et quand il les défend, qu'il ne le fasse pas en les traitant de « laissés-pour-compte ». C'est humiliant. Ils ont fait des choix difficiles dans un monde injuste. Ils veulent que certaines injustices soient corrigées. Néanmoins, pendant la crise de 2008, créée par les politiques de libéralisation des marchés financiers voulues par les élites, l'État a paru prendre la défense des élites et d'elles seulement. C'est du moins ce qu'on a fini par croire, et, comme je vais le montrer, ce n'est pas si loin de la vérité⁷.

Si le slogan du président Clinton simplifie trop les choses en laissant entendre que l'économie est *tout*, peut-être n'exagère-t-il pas de beaucoup. Notre économie n'a pas fonctionné pour de larges composantes du pays. En même temps, elle a été immensément enrichissante pour les très riches. Et c'est bien ce fossé toujours plus profond qui est à la racine des malheurs actuels des États-Unis, et de beaucoup d'autres pays avancés.

Évidemment, ce n'est pas seulement l'économie qui a failli, mais aussi la politique. Notre fracture économique a provoqué une fracture politique, et la seconde a aggravé la première. Ceux qui ont argent et pouvoir en font usage en politique pour écrire les règles du jeu économique et politique de façon à être encore plus avantagés.

Les États-Unis ont une toute petite élite, qui contrôle une part croissante de l'économie, et, tout en bas, une population nombreuse et grandissante de citoyens pratiquement sans ressources⁸: 40 % des Américains ne peuvent faire face à un coup dur de 400 dollars – un enfant qui tombe malade ou une voiture qui tombe en panne⁹. Les trois Américains les plus riches, Jeff Bezos

succès dans la guerre du Golfe, l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide. Mais l'économie allait mal. D'où le slogan de Clinton: « *It's the economy, stupid!* »

(Amazon), Bill Gates (Microsoft) et Warren Buffett (Berkshire Hathaway), ont une fortune supérieure à celle de la moitié la plus pauvre de la population. C'est dire à quel point on possède beaucoup en haut et peu en bas¹⁰.

Buffett, le légendaire investisseur milliardaire, a vu juste: « Il y a une guerre des classes, c'est vrai, a-t-il déclaré. Mais c'est ma classe, celle des riches, qui la fait, et nous la gagnons¹¹. » Il n'a pas dit cela d'un ton martial; il l'a dit parce qu'à son avis c'était une description exacte de la situation en Amérique. Et il n'a pas caché qu'agir ainsi, à ses yeux, était mal, et même « non américain ».

Notre pays est né avec une démocratie représentative, et nos Pères fondateurs craignaient que la majorité n'opprime la minorité. Ils ont donc inséré des garde-fous dans la Constitution, notamment des limites à ce que pouvait faire l'État¹². Mais au cours des deux cents et quelques années qui ont suivi, la situation a changé. Aujourd'hui, il existe aux États-Unis une minorité politique qui, si elle n'opprime pas la majorité, du moins la domine, l'empêche de faire ce qui serait dans l'intérêt général du pays. Une très large majorité de l'électorat aimerait une meilleure législation contre les armes à feu, une hausse du salaire minimum, une réglementation plus stricte des sociétés financières et un meilleur accès aux soins médicaux et aux universités sans devoir pour cela contracter une dette écrasante. La majorité des Américains a voté pour Al Gore contre George Bush, pour Hillary Clinton contre Donald Trump. La majorité des Américains a voté, à maintes reprises, pour les démocrates à la Chambre des représentants. Pourtant, en partie grâce au charcutage des circonscriptions, les républicains n'en ont pas moins conservé, la plupart du temps, leur mainmise sur la Chambre – en 2018, les démocrates en ont enfin repris le contrôle en obtenant suffisamment de voix dans un scrutin biaisé contre eux. Les Américains ont voté à une forte majorité pour des sénateurs démocrates¹³. Mais, puisque les États à la population très clairsemée (comme le Wyoming) ont autant de sénateurs (deux) que les plus peuplés (l'État de New York et la Californie), les républicains ont gardé le contrôle du Sénat – un contrôle crucial, car c'est le Sénat qui approuve la nomination des juges de la Cour suprême. La Cour, j'ai le regret de le dire, a cessé

d'être une arbitre et interprète impartiale de la Constitution. Elle est devenue un champ de bataille de plus dans les affrontements politiques. Une minorité ayant réussi à dominer, nos garde-fous constitutionnels n'ont pas fonctionné pour la majorité.

Les conséquences de cette déformation de l'économie et du régime politique vont bien au-delà des questions économiques. Elles affectent non seulement notre vie politique, mais la nature de notre société et de notre identité. Avec une économie et un régime politique déséquilibrés, égoïstes et à courte vue, les gens seront déséquilibrés, égoïstes et à courte vue, ce qui aggravera les faiblesses de nos systèmes économique et politique¹⁴. La crise financière de 2008 et ses lendemains ont révélé chez beaucoup de banquiers une véritable turpitude morale – impossible de le dire autrement, avec toute la malhonnêteté dont ils ont fait preuve et leur acharnement à tirer profit des plus vulnérables. Leur inconduite est d'autant plus stupéfiante que le discours politique aux États-Unis est obsédé depuis des décennies par les «valeurs».

Pour comprendre comment rétablir une croissance partagée, il nous faut commencer par cerner les véritables sources de la richesse de notre pays – ou de tout autre. Ces sources réelles, les voici : la productivité, la créativité et la vitalité de notre peuple ; les progrès de la science et de la technologie, si manifestes dans les deux cent cinquante dernières années ; et les progrès de l'organisation économique, politique et sociale qui se sont produits dans la même période, notamment l'état de droit, les marchés concurrentiels bien réglementés et les institutions démocratiques, avec leurs contrôles, leurs contre-pouvoirs et une large gamme d'institutions chargées de «dire la vérité». Ces avancées ont été le fondement des énormes hausses du niveau de vie qui ont eu lieu depuis deux siècles.

Le chapitre suivant décrit, toutefois, deux évolutions perturbantes qui sont apparues dans les quarante dernières années et que nous avons déjà signalées : la croissance a ralenti, et les revenus de larges composantes de la population ont stagné ou même baissé. Un vaste fossé s'est ouvert entre les riches et tous les autres.

Il ne suffit pas de *décrire* la trajectoire qu'ont suivie notre économie et notre société. Nous devons mieux cerner le pouvoir des idées et des intérêts qui nous ont égarés si loin de notre route depuis quarante ans. Pourquoi ont-ils eu une telle emprise sur tant de gens? Et pourquoi sont-ils fondamentalement mauvais? En laissant les intérêts patronaux fixer l'ordre du jour économique et politique, on a aggravé la concentration du pouvoir sur les deux plans, et cela va continuer. Commençons par comprendre pourquoi nos systèmes économique et politique nous ont trahis. C'est un préalable pour démontrer qu'un autre monde est possible.

Il y a de l'espoir : il existe des réformes faciles – faciles économiquement, pas politiquement – qui pourraient apporter davantage de prospérité à tous. Nous pouvons créer une économie plus conforme à des valeurs fondamentales que je crois largement partagées – non pas la cupidité et la malhonnêteté qu'ont parfaitement incarnées nos banquiers, mais les valeurs élevées dont parlent si souvent nos dirigeants politiques, économiques et religieux. Cette économie nous influencera, nous fera ressembler davantage aux personnes et à la société que nous voulons être. Et, ce faisant, elle nous rendra capables de créer une économie plus humaine, à même d'assurer à l'immense majorité de nos concitoyens cette vie de « classe moyenne » à laquelle ils aspirent, mais qui leur échappe de plus en plus.

LA RICHESSE DES NATIONS

Le célèbre livre d'Adam Smith *La Richesse des nations*, publié en 1776, est un bon point de départ pour comprendre comment s'enrichissent les pays. On le considère souvent comme le coup d'envoi de la science économique moderne. Smith critiquait à juste titre le mercantilisme, l'école de pensée économique qui dominait l'Europe sous la Renaissance et au début de la période industrielle. Les mercantilistes recommandaient d'exporter des marchandises pour obtenir de l'or : ils estimaient que cela rendrait leurs économies plus riches et leurs pays plus puissants politiquement. Aujourd'hui, nous pourrions rire de cette ineptie : avoir

davantage d'or enfermé dans un coffre n'assure pas un niveau de vie plus élevé. Pourtant, des erreurs du même type sont très répandues de nos jours – notamment chez ceux qui soutiennent que les exportations doivent absolument surpasser les importations et qui suivent des politiques malavisées pour qu'elles le fassent.

La véritable richesse d'une nation se mesure à sa capacité à assurer, par des moyens durables, un haut niveau de vie à tous ses citoyens. Cette capacité est liée aux gains de productivité sur longue période, fondés sur les investissements en usines et en machines, mais surtout en *connaissances*, et sur le maintien de l'économie au plein emploi, afin que les ressources dont dispose le pays ne soient pas gaspillées ou laissées inutilisées. Et elle n'a absolument rien à voir avec la simple accumulation d'une richesse financière ou d'or. En fait, je montrerai que se focaliser sur la richesse financière a été contre-productif : celle-ci a grandi aux dépens de la richesse réelle du pays. C'est l'une des explications du ralentissement de la croissance à notre époque de financiarisation.

Adam Smith, qui écrivait à l'aube de la révolution industrielle, ne pouvait comprendre pleinement ce qui crée aujourd'hui la richesse réelle des nations. À son époque et au siècle suivant, une large part de la richesse de la Grande-Bretagne venait de l'exploitation de ses colonies. Néanmoins, Smith n'a concentré sa réflexion ni sur les exportations ni sur l'exploitation des colonies, mais sur le rôle de l'industrie et du commerce. Il a parlé des avantages que représente l'élargissement des marchés pour la spécialisation¹⁵. C'était juste jusqu'à un certain point, mais il n'a pas traité des bases de la richesse d'une nation dans une économie moderne. Il n'a rien dit de la recherche-développement, ni même des progrès du savoir résultant de l'expérience, ce que les économistes appellent « l'apprentissage par la pratique¹⁶ ». Pour une raison simple : les avancées de la technologie et de l'apprentissage ne jouaient guère de rôle dans l'économie du XVIII^e siècle.

À l'époque où écrivait Adam Smith, cela faisait des siècles que les niveaux de vie stagnaient¹⁷. Un peu après lui, l'économiste Thomas Robert Malthus a soutenu que la croissance démographique allait

forcément maintenir les salaires au niveau de subsistance. S'ils montaient au-dessus, la population augmenterait, ce qui les ferait redescendre à ce niveau. Il n'y avait donc aucune perspective possible de hausse des niveaux de vie. Il s'est avéré que Malthus avait tort.

Les Lumières et leurs suites

Adam Smith était un homme des Lumières. Vaste mouvement intellectuel de la fin du XVIII^e siècle, souvent associé à la révolution scientifique, les Lumières s'étaient développées sur la base des innovations des siècles précédents, à commencer par la Réforme protestante. Avant cette révolution religieuse dirigée initialement, au XVI^e siècle, par Martin Luther, la vérité était révélée – décrétée par des autorités. La Réforme a remis en cause l'autorité de l'Église, et, dans une guerre de trente ans commencée vers 1618, les Européens se sont battus pour l'un ou l'autre de ces paradigmes.

Cette remise en cause de l'autorité a obligé la société à se poser certaines questions et à y répondre. Comment connaissons-nous la vérité? Comment pouvons-nous apprendre du nouveau sur le monde qui nous entoure? Et comment pouvons-nous, et devrions-nous, organiser notre société?

C'est ainsi qu'est apparue une nouvelle épistémologie, qui s'est mise à régir tous les aspects de la vie en dehors de la spiritualité: celle de la science. Son principe est «confiance avec vérification»: chaque avancée repose sur les recherches antérieures et les progrès accomplis par les prédécesseurs¹⁸. Au fil des ans, les universités et d'autres instituts de recherche sont venus nous aider à juger de la vérité et à découvrir la nature de notre monde. Combien de choses qui nous paraissent aujourd'hui aller de soi, de l'électricité aux semi-conducteurs, en passant par les ordinateurs, les smartphones, les lasers et la médecine moderne, résultent de découvertes scientifiques, fondées sur la recherche fondamentale! Et il ne s'agit pas seulement de ces technologies de pointe: même nos routes et nos immeubles reposent sur les progrès de la science. Sans eux, nous n'aurions ni gratte-ciel ni autoroutes. Nous n'aurions pas la ville moderne.

Si le mode d'organisation de la société n'était plus dicté par l'autorité royale ou ecclésiastique, c'était donc à la société elle-même de le concevoir. On ne pouvait plus compter sur l'autorité – terrestre ou céleste – pour faire en sorte que tout se passe bien, ou le mieux possible. Il fallait créer des systèmes de gouvernement. Mais les institutions sociales qui assureraient le bien-être de la société étaient plus compliquées à découvrir que les vérités de la nature. En règle générale, on ne pouvait pas faire d'expériences contrôlées. L'étude attentive du passé pouvait toutefois être instructive. Il fallait se fier au raisonnement et au débat – puisqu'il était clair que personne, individuellement, n'avait le monopole des analyses sur l'organisation sociale. C'est par ce débat raisonné qu'on a compris combien il était important d'avoir un état de droit, des droits humains et des procédures précises, des systèmes de contrôles et de contre-pouvoirs, soutenus par des valeurs fondamentales comme la justice pour tous et la liberté individuelle¹⁹.

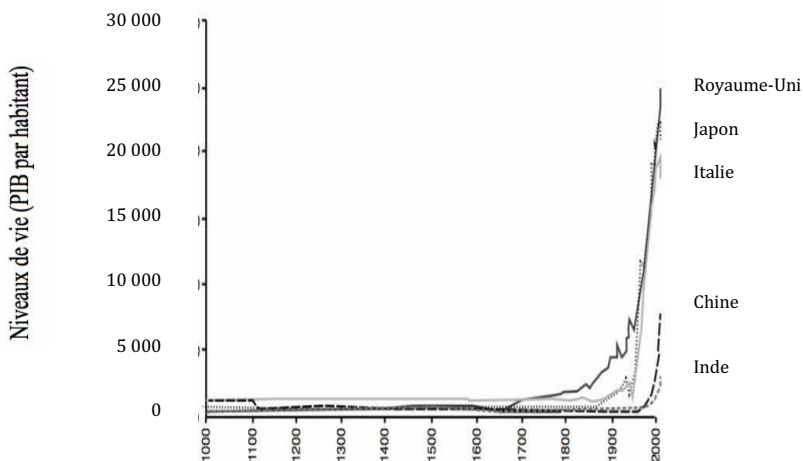
Puisqu'il s'engageait à traiter chacun équitablement, notre système de gouvernement exigeait qu'on établisse la vérité²⁰. Quand des systèmes de bonne gouvernance sont en place, on a plus de chances d'aboutir à des décisions judicieuses et équitables. Peut-être ne seront-elles pas parfaites, mais elles pourront aussi plus facilement être corrigées si elles laissent à désirer.

Au fil du temps, on a vu se constituer un ensemble très riche d'institutions chargées de découvrir, de vérifier et de dire la vérité²¹. Nous leur devons une large part du succès de notre économie et de notre démocratie. Parmi elles, des médias dynamiques jouent un rôle central. Comme toutes les institutions, ils sont faillibles; mais leurs investigations font partie intégrante du système global de contrôles et de contre-pouvoirs dans notre société, et constituent un bien public important.

Grâce aux progrès de la technologie et de la science²², grâce aussi aux changements inspirés des Lumières dans l'organisation économique, politique et sociale, la production s'est accrue plus vite que la population, si bien que le revenu par habitant a commencé à augmenter. La société a appris à freiner sa croissance démographique, et, dans les pays avancés, les gens ont progressivement décidé de limiter la taille de leur famille, notamment quand le

niveau de vie s'est amélioré. La malédiction malthusienne était levée. C'est ainsi qu'ont commencé l'énorme ascension du niveau de vie dans les deux cent cinquante dernières années (illustrée par la Figure 1 : après des siècles de quasi-stagnation, il s'est mis à grimper rapidement, d'abord en Europe, vers la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle, mais ensuite dans d'autres régions du monde, notamment après la Seconde Guerre mondiale²³) et la hausse de la longévité dont nous avons tant bénéficié²⁴. Ce fut un changement radical dans le destin de l'humanité. Alors qu'autrefois elle consacrait l'essentiel de ses efforts à produire les biens de première nécessité, il suffisait désormais pour les obtenir de quelques heures de travail par semaine²⁵.

Figure 1. – Évolution historique des niveaux de vie



Source: INET.

Au XIX^e siècle, toutefois, les fruits de ce progrès ont été très inégalement partagés²⁶. En fait, pour beaucoup, la vie a paru se dégrader. Elle était déjà « indigente, digne des bêtes brutes et brève », comme disait Thomas Hobbes plus d'un siècle auparavant²⁷. Pour bien des gens, elle est devenue pire encore avec la révolution industrielle. Les romans de Charles Dickens font une description saisissante de la souffrance sociale dans l'Angleterre du milieu du XIX^e siècle.

Aux États-Unis, l'inégalité a atteint de nouveaux sommets à la fin du XIX^e siècle – à l'Âge doré –, puis dans les « folles années 1920 ». Heureusement, l'État a réagi à ces graves injustices : la législation de l'Ère progressiste et le New Deal ont freiné l'exploitation du pouvoir de marché et tenté de s'attaquer aux échecs du marché qui s'étaient manifestés – notamment aux niveaux inacceptables d'inégalité et d'insécurité qu'ils avaient créés²⁸. Sous le président Franklin D. Roosevelt, les États-Unis ont instauré leur système d'assurance vieillesse et invalidité publique (la Social Security, dont le nom officiel est OASDI – Old Age, Survivors, and Disability Insurance). Plus tard, le président Lyndon B. Johnson a garanti la gratuité des soins médicaux aux personnes âgées et engagé une guerre contre la pauvreté. Au Royaume-Uni et presque partout en Europe, l'État a fait le nécessaire pour que toute la population puisse se faire soigner, et les États-Unis sont devenus le seul grand pays avancé à ne pas reconnaître l'accès aux soins comme un droit humain fondamental. Au milieu du siècle dernier, les pays avancés avaient créé ce qu'on appelait alors des « sociétés de classe moyenne » : les fruits du progrès y étaient partagés, au moins jusqu'à un certain point, par la majorité de leurs habitants – et, sans les politiques racistes et sexistes d'exclusion du marché du travail, ils l'auraient été encore plus largement. Les citoyens de ces pays vivaient plus longtemps, étaient en meilleure santé, avaient accès à de meilleurs logements, étaient mieux vêtus. L'État se chargeait de l'éducation de leurs enfants – et promettait, ce faisant, une vie encore plus prospère à l'avenir et une égalité des chances encore plus nette. Il leur assurait aussi un minimum de sécurité dans leur vieillesse et une protection sociale contre d'autres risques, comme le chômage et l'invalidité.

Dans les institutions politiques et de marché qui se sont constituées à partir du XVIII^e siècle, le progrès n'a pas toujours été un long fleuve tranquille. Il y a eu des crises économiques épisodiques, la pire étant la Grande Dépression de 1929 et des années suivantes – les États-Unis ne s'en sont pleinement relevés qu'avec la Seconde Guerre mondiale. Avant la guerre, l'État avait mis en place une assurance chômage pour ceux qui étaient momentanément sans